

# Perspectives Ecologiques

## *Défendre les biens communs*

### **09 Juillet 2013: La transition écologique et le disque dur d'un autre siècle**

Dans son petit livre en forme de testament politique provisoire, Daniel Cohn-Bendit reproche à François Hollande et Jean-Marc Ayrault de "**fonctionner avec le disque dur d'un autre siècle**" (Note #1). Quelles que puissent être les intentions politiques de Mr Cohn-Bendit, gardons-nous de voir dans ce commentaire une polémique partisane, et encore moins des attaques personnelles. Pour ce qui est de la prise en compte de la question écologique par nos dirigeants, Mr Cohn-Bendit aurait pu aisément formuler la même critique à propos du tandem exécutif précédent - et que peut-on espérer pouvoir dire du prochain duo en charge des destinées du pays? Les enjeux écologiques contemporains sont d'une ampleur et d'une gravité telles qu'ils perturbent la boussole intérieure d'une grande majorité de la population. Or nos dirigeants, par construction du mécanisme démocratique, n'accèdent aux plus hautes responsabilités qu'en se présentant comme à l'image de la moyenne socio-culturelle du pays. Devrait-on alors s'étonner s'ils tendent à perpétuer l'état général de perplexité face à la question écologique, et de difficulté à tracer une voie cohérente? Dans cette perspective, la récente éviction de Delphine Batho apparaît non pas comme un accident de parcours, mais bien comme une sorte d'expiation collective nécessaire. Nous ne plaçons pas davantage d'espoirs en son successeur.

L'"*imaginaire capitaliste-libéral*" (#2), qu'il continue de faire rêver ou qu'il fasse horreur, s'impose fermement à nos sociétés sous deux formes:

- d'une part, la double emprise de la finance sur l'économie, et de l'économie sur la société; que Mr Hollande, lors de la campagne présidentielle, ait identifié là "l'ennemi", est en soi un point positif.
- d'autre part, l'état de guerre économique généralisée.

Difficile, dans ces conditions, d'articuler une stratégie pour donner à la mondialisation en marche une inflexion véritablement progressiste, c'est-à-dire promouvant les droits de l'homme, la justice sociale, et le bien-vivre dans le respect des grands équilibres écosystémiques planétaires.

Libérer l'économie de la finance qui la phagocyte impliquerait de se libérer de la dette. Il y a deux façons efficaces, mais toutes deux extrêmes et également peu engageantes, de se libérer de la dette: le remboursement intégral, c'est-à-dire une cure prolongée d'austérité absolue, ou le défaut intégral, c'est-à-dire la révolution. Les moyens termes entre ces deux postures radicales fleurent bon la pratique du compromis démocratique: gestion "*réaliste*", "*pragmatisme*", "*responsabilité*"; mais on peut sérieusement douter de l'efficacité de ces compromis, envisager qu'au contraire ils ne conduiront jamais à secouer le joug, et qu'ils feront ainsi en définitive le jeu de la finance. Car **l'intérêt de la finance est dans la perpétuation du fardeau de la dette**: que le fardeau soit juste assez supportable que l'humanité puisse se maintenir à flot et continuer de procréer, de sorte qu'il continue d'y avoir des générations suivantes à qui transmettre le fardeau.

Difficile donc de reprocher à nos dirigeants de ne pouvoir produire une formule magique démocratique qui nous extrairait promptement du casse-tête auquel nous confronte l'état de la finance, et qui remettrait l'économie au service des besoins, dans le respect à la fois des droits humains et de "la planète". Par contre, et pour revenir à la pique de Daniel Cohn-Bendit, le logiciel politique renouvelé qu'on est en droit d'attendre devrait savoir faire au minimum trois choses:

- 1. tirer et apprendre les leçons des errements du passé**, ceux d'un autre siècle justement;
- 2. entendre et valoriser la pensée alternative**, dans ses formes et selon ses sources multiples;
- 3. articuler une vision**, aussi improbable puisse-t-elle paraître à nos disques durs du moment.

Quelles leçons du passé, par exemple? Depuis l'éclatement de la bulle économique japonaise à la fin des années 80, ce pays a consacré des moyens énormes à des grands travaux d'infrastructure à l'intérêt douteux. On a parlé d'"*autoroutes qui ne mènent nulle part*". Le pays est aujourd'hui endetté à plus de 200% du PIB, et la croissance annuelle moyenne sur les 20 dernières années a été de 0.7%. Que dire de l'Espagne, plongée fiévreusement, au cours de la décennie écoulée, dans la "*croissance verte*" des énergies renouvelables, qui se retrouve aujourd'hui à faire peser sur le contribuable espagnol une ardoise de dette de plusieurs dizaines de milliards d'euros, et à ruiner les perspectives des petits investisseurs attirés à l'époque vers des rendements mirobolants fondés en définitive sur des mécanismes artificiels de subvention (#3). Les incantations à la "*croissance verte*" rappellent hélas la "*troisième voie*" de Tony Blair à la fin des années 90: le temps qu'on essaie de comprendre en quoi consisterait cette "*troisième voie*", celle-ci s'était concrétisée comme petite bretelle ramenant sur la grande autoroute du libéralisme mondialisé. En tout état de cause, **la "croissance verte" n'est pour l'instant ni croissante, ni verte.**

Quelle(s) pensée(s) alternative(s)? Initiatives citoyennes, projets d'expérimentation, laboratoires d'idées, blogs, groupes Facebook etc. Une multitude de pensées alternatives se constituent et s'expriment. Ces pensées couvrent la totalité du spectre politique classique; souvent, elles dépassent celui-ci. Certaines se veulent résolument novatrices, d'autres sans doute hélas sentent le vieux "*disque dur*". Certaines creusent les clivages existants, d'autres se construisent d'emblée sur le dépassement des lignes idéologiques traditionnelles. A chacun de s'y retrouver.

Pour que chacun s'y retrouve, de façon positive et constructive, il faudrait s'affranchir de **la pathologie majeure que constitue la prééminence du conformisme intellectuel**. Au sens large, les pensées alternatives sont tout ce qui n'est pas la "*pensée unique*", et celle-ci, signe d'un système essoufflé, ne semble plus fonctionner que par le dénigrement et l'excommunication de tout ce qui n'est pas elle-même. Pour ce faire, la doxa en vigueur non seulement continue de cultiver les stéréotypes familiers, mais s'appuie de plus en plus lourdement sur certaines épithètes implacables comme "*utopiste*" et "*populiste*". On remarque la fréquence croissante du recours à cette dernière invective, notamment via l'expression "*montée des populismes*". Or la prolétarisation à première vue inéluctable des classes moyennes occidentales suggère la mise en place progressive d'un mode majeur de partition de l'espace politique et du continuum socioculturel, entre d'une part les catégories familières de l'extrême gauche et de l'extrême droite, et d'autre part **un nouvel "extrême centre" bien-pensant**, l'oligarchie mondialisée étant prête à favoriser marginalement ce dernier si, et seulement si, elle peut s'en servir comme point d'ancrage de son système d'emprise sur nos sociétés.

Dans ce dispositif, toute pensée non conforme aux intérêts dominants est présentée comme extrémiste, et assimilée, via l'accusation de "*populisme*", aux franges de l'extrême gauche et de l'extrême droite, cette assimilation permettant au passage d'entretenir la vision stéréotypée classique de ces extrêmes "traditionnels". Le reliquat des classes moyennes, quant à lui, n'existe plus comme tel qu'à condition d'accepter le conditionnement et le conformisme idéologiques correspondants: en contrepartie de cette acceptation, sa survie lui est octroyée via sa participation docile aux formes industrialisées de la production et de la consommation.

Lorsque l'assimilation à l'extrême gauche ou l'extrême droite classiques est décidément trop invraisemblable, les voix dissonantes sont alors évacuées par le discours dominant vers une sorte de "*quart-monde intellectuel*", où les acteurs sont disqualifiés au titre de quelque déficience toujours elle-même teintée de stéréotype. Sont notamment consignés dans ce quart-monde les avertissements solennels d'anciens dirigeants – réputés "*out*", voire "*sénescents*" – et les montées de colère des jeunes générations – réputées "*idéalistes*". Même punition y compris pour les récentes prises de position par lesquelles le pape François dénonce le dévoiement et la perversité des pratiques de la mondialisation économique et financière: on a pu voir les médias s'empresser de relayer les critiques qualifiant ces prises de position de ... "*populistes*", l'audience étant invitée à comprendre que le souverain pontife s'était, d'une façon ou d'une autre, mis en position de hors jeu.

Loin de suggérer l'émergence d'un nouveau "*disque dur*", tout ceci donne davantage l'impression d'une vaste entreprise de décérébration collective.



### > L'émergence inattendue d'une vision pour l'avenir

Au moment même où Mr Cohn-Bendit rédigeait son livre, certaines lignes commençaient à bouger ... dans le bocage nantais. L'appareil politico-médiatique de l'"*extrême centre*" n'avait eu de cesse de présenter les opposants sur le terrain comme une troupe bigarrée, noyauté par des marginaux plus ou moins incontrôlables, voire dangereux. Cette tactique de gestion de l'opinion était d'autant plus d'un autre siècle qu'il était facile à chacun, via l'univers contemporain des réseaux, de constater que les défenseurs de la "ZAD" (Zone A Défendre) étaient pour l'essentiel, aussi bien sociologiquement qu'intellectuellement, proches du portrait-robot du citoyen moyen soucieux des enjeux environnementaux du moment. Un moratoire de fait s'est mis en place, et les ZAD ont depuis commencé à essaimer. La ligne TGV Lyon-Turin, le projet de méga-scierie dans la Nièvre (#4), et plusieurs autres sites se retrouvent empêtrés dans la contestation. De nombreux projets TGV viennent d'être gelés. En ce début d'été, la société civile a entrepris un inventaire national des GPII - "*Grands Projets Inutiles & Imposés*" (#5).

Déjà à l'automne, de façon ironique et plutôt inattendue, les associations et les citoyens militants, en ville et sur le terrain, avaient été rejoints et soutenus dans leurs objections par François Warin, énarque et camarade de promotion de François Hollande, ancien directeur à la Caisse des Dépôts & Consignations (#6). Puis, en ce début de 2013, ça n'est rien moins que l'OCDE, grande prêtresse de l'orthodoxie libérale, qui, discrètement mais clairement, met en garde le pays contre la multiplication d'infrastructures à la justification économique douteuse, et dont la maintenance ajouterait au fardeau pour les générations futures (#7). Alors quoi? la Caisse des Dépôts et l'OCDE, nouveaux foyers de "*populisme*"?

La France s'est vantée d'avoir su atténuer les effets brutaux de la crise mondiale, mettant en avant ses amortisseurs socio-économiques et notamment parmi eux la commande publique. Celle-ci, du niveau le plus haut - grandes infrastructures nationales - au niveau micro des collectivités locales, permettrait de maintenir un certain niveau d'activité économique, et donc d'emploi et de consommation. Mais aujourd'hui, des critiques interrogent cette sorte de relance keynésienne permanente comme une forme de dopage à courte vue de l'économie: eu égard aux enjeux socio-environnementaux de long terme, y a t'il une différence fondamentale entre les méga-bulles auxquelles s'abandonnent régulièrement les Etats-Unis et d'autres - récemment l'Espagne, et les mini-ou micro-bulles permanentes entretenues par notre investissement public, notamment territorial: la "bullette" permanente des lotissements périurbains, celle des zones d'activité à moitié vides, celle des ronds-points en rase campagne à 500000 ou 1 million d'euros pièce etc.

L'admonestation récente de l'OCDE s'est conjuguée au militantisme sur le terrain pour mettre en avant certains fondamentaux que le 21e siècle ignore à ses risques et périls:

1. A part faire tourner la machine production-consommation, quelle est la **valeur d'usage** globale de ce type d'investissement public?
2. La justification économique des investissements peut-elle raisonnablement continuer d'ignorer le **coût des "externalités"**, autrement dit les dégâts collatéraux sociaux et environnementaux, et de même le coût total du cycle de vie, c'est-à-dire notamment les dépenses de maintenance et d'entretien à faire porter sur les générations futures?
3. Comment l'investissement joue-t-il sur le **niveau global d'endettement** (seuls les investissements réellement rentables conduisent dans la durée, à réduire la dette; les autres conduisent à l'accroître), et donc, à terme, sur l'emprise de la finance sur l'économie et la société?

L'idée selon laquelle la relance keynésienne a su tirer le monde de la grande crise des années 1930 doit être nuancée par l'appréciation des poids respectifs de la composante "civile" de ladite relance par rapport à sa composante "militaire", c'est-à-dire l'activité de reconstruction suite aux dévastations de la 2eme guerre mondiale. Dans tous les cas, le logiciel économique (alias "disque dur") du 21e siècle doit intégrer des différences de contexte fondamentales entre les années 1940-1950 et la période actuelle: contexte environnemental, et contexte géopolitique.



La défense de l'environnement s'organise contre les "Grands Projets Inutiles & Imposés" – ici au Col du Bonhomme (Vosges), 30 Juin 2013

## > Développement durable et sécurité nationale: du rêve américain au réveil américain?

Or certains signes, tout d'abord peu perceptibles, indiquent que les déterminants de l'action publique pourraient être sur la voie d'une évolution significative. On apprend ainsi qu'aux Etats-Unis, l'ensemble de la problématique du développement durable est désormais au cœur de la stratégie de sécurité nationale (#8). Après les années de déni caractérisé des administrations Bush père et fils ("*le mode de vie américain n'est pas négociable*" (#9)), la Maison Blanche semble avoir pris la pleine mesure du fait que le mode de développement actuel des USA n'étant pas durable, il va un jour ou l'autre, par définition, arriver à terme. L'appareil US de Sécurité Nationale découvre que, par une inconfortable involution, **l'"american way of life" est devenu la principale menace sécuritaire pesant à terme sur ... lui-même**, et donc aussi sur la stabilité voire la survie de la nation.

Alors que pendant toute la Guerre Froide, les intérêts du complexe militaro-industriel ont été perçus comme clairement convergents avec les objectifs de sécurité nationale, cette idée d'un alignement parfait devient soudainement moins évidente. Car entre temps, le complexe militaro-industriel s'est étendu à l'ensemble de la sphère industrielle, conduisant à la création de la bulle libérale-financière, sorte d'univers parallèle mais pesant d'un poids bien réel y compris sur la prise de décision au sein de l'exécutif américain. L'industrie et la finance restent les moteurs et promoteurs du mode de vie américain.

Les dirigeants américains étant par ailleurs, comme partout ailleurs, prisonniers du paradigme de la guerre économique, et étant aussi, comme dans l'ensemble des pays démocratiques, largement déterminés par les objectifs électoraux, ils semblent, dans un premier temps, mettre l'accent sur le fait non pas de faire advenir rapidement, chez eux et au niveau mondial, un régime d'équilibre basé sur la soutenabilité, mais plutôt simplement de **prévaloir, en tant que nation et entité géostratégique, dans le chaos socio-environnemental qui pointe à l'horizon**. L'hypothèse est que si le mode de développement traditionnel des sociétés occidentales doit s'interrompre, ce sera par épuisement de ressources-clés et rupture des chaînes de production et

d'approvisionnement qui en dépendent. L'exécutif américain va donc se donner les moyens d'anticiper, et faire jouer en sa faveur, cet effondrement annoncé.

> **Soutenabilité: le bon sens n'est pas forcément facile à mettre en oeuvre**

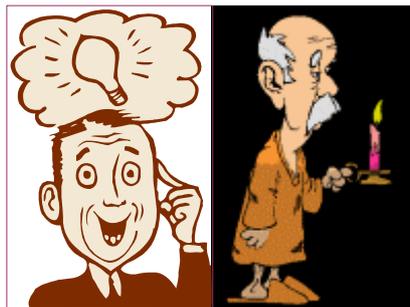
Dans un ouvrage récent, Hervé Kempf (#10) rappelle trois **principes d'intégration vertueuse de l'économie et de l'environnement**, énoncés par l'économiste Herman Daly:

- le rythme d'**épuiement des ressources non renouvelables** doit être inférieur à celui auquel des ressources de substitution sont identifiées et mises en exploitation;
- le rythme d'**épuiement des ressources renouvelables** doit être inférieur à celui de leur régénération;
- les **déchets générés par les processus industriels** doivent être gérables en quantité et en qualité, autrement dit assimilables par l'environnement.

En développant ce dernier principe, d'autres auteurs ont élaboré un paradigme ambitieux de **recyclabilité intégrale**: la démarche "C2C" (= Cradle To Cradle) (#11). Quant aux deux premiers principes, leur mise en oeuvre conduit inmanquablement à une refonte des critères de justification économique des activités, impliquant notamment, pour chaque processus de production:

- l'identification et la prise en compte de l'ensemble des externalités: quelles sont les ressources convoquées, et consommées, en parallèle, et par contrecoup, à l'exécution de tel ou tel processus;
- la considération du cycle de vie du processus et des produits résultants, qui seule permet d'intégrer les consommations s'échelonnant sur toute la durée de vie des produits et des équipements, notamment celles engendrées par les activités d'entretien, de maintenance, et de renouvellement régulier ("upgrades").

Un tel niveau de maîtrise des processus nécessite évidemment un effort analytique, une rigueur intellectuelle et une transversalité interdisciplinaire qui tranchent avec les pratiques actuelles dans l'univers de la technoscience et de l'industrie. Les motivations de la recherche & développement et du marketing dans les multinationales du secteur privé, pas plus que les cloisonnements des bureaucraties institutionnelles, ne sont propices à l'avènement des méthodologies induites par les principes de Daly. Ce sont davantage les préoccupations, voire l'indignation dans la société civile, qui font bouger les choses: sans le militantisme d'un Greenpeace dans les années 80, nous en serions sans doute encore à balancer des fûts radioactifs par-dessus bord au milieu de l'Atlantique. Or, phénomène nouveau auquel nous avons fait allusion plus haut, le militantisme écologiste au sein de la société civile est peut-être désormais convergent, d'une façon insoupçonnée, avec l'évolution des doctrines de sécurité nationale aux Etats-Unis (et vraisemblablement de même en Chine et chez les autres poids lourds de la géostratégie mondiale). Voyons comment.



## > Les grands inventaires de ressources, ferment d'un retour à une économie qui consiste à économiser?

Aux USA, l'administration Obama vient de déclencher, sous l'égide des institutions de la sécurité nationale, un gigantesque travail d'inventaire (#12) des ressources essentielles au maintien et à la viabilité de la nation américaine dans un contexte d'épuisement progressif et généralisé des ressources naturelles. La prise de conscience de ce contexte de raréfaction s'incarne dans l'expression "**peak everything**" (#13). La perspective de télescopage entre cette dynamique de raréfaction et l'inertie comportementale du système libéral-capitaliste de production-consommation ("*le mode de vie américain n'est pas négociable*"), engendre une tension rendue par l'expression d'"**urgence prolongée**" ("*long emergency*").

Tout ceci rappelle étrangement l'état d'esprit du rapport Meadows (#14) qui alertait l'opinion mondiale sur les pressions que nos sociétés faisaient peser, déjà à l'époque, sur l'environnement et sur les ressources. L'inventaire des ressources essentielles commandité par la Maison Blanche a d'autres points communs avec les principes du développement durable tels qu'énoncés dans le rapport Bruntland en 1987 (#15):

- . il est focalisé sur les besoins vitaux de la nation américaine, à commencer, précision indispensable, par ceux de son appareil militaro-industriel;
- . il suppose une explicitation des interdépendances entre les processus de production, les ressources que ces processus consomment, et les besoins que ces mêmes processus sont censés satisfaire.

Ainsi, il faut imaginer qu'un tel inventaire des ressources essentielles, dans son périmètre le plus large, implique l'élaboration d'une gigantesque matrice informationnelle dans laquelle chaque production est rapportée à l'ensemble des ressources et autres prérequis que cette production mobilise, et dont un certain nombre de produits finis (et de déchets) dépendent. Or **cette intelligence des interdépendances, et l'explicitation des interdépendances sous la forme d'une telle matrice, est potentiellement fondatrice d'une réflexion sur l'équilibrage des ressources et des consommations concourant à la préservation des ressources, et permettant d'éviter ou tout au moins anticiper les ruptures de stock (ressources) et les ruptures de flux logistiques**. On pourrait donc en principe soit étendre le champ d'investigation de l'inventaire américain, soit à tout le moins ré-utiliser son cadre méthodologique et y compris sa boîte à outils, dans le cadre d'un exercice d'écologie politique tendant à instaurer une maîtrise progressive du cycle de vie des processus de production, autrement dit une concrétisation des principes de Daly.

Comme en toute chose, il y a deux modes ou issues prévisibles possibles pour cette dynamique encore embryonnaire: une sortie par le bas serait une "*transition écologique*" à la fois pragmatique, et aussi bien cynique, qui ne serait qu'une adaptation forcée à la réalité du chaos socio-environnemental global, et qui viserait simplement à faire prévaloir tels ou tels intérêts nationaux dans l'affrontement des grandes entités géopolitiques, dans un environnement de plus en plus dégradé et contraint, et au service d'une caste de nantis de plus en plus restreinte, de plus en plus bunkérisée, et de plus en plus brutale dans son accaparement des ressources et sa répression des exclus du système. Un peu comme si, le Titanic ayant heurté l'iceberg, et les passagers étant conditionnés à s'organiser en factions rivales, tel ou tel groupe s'employait à prendre de force le contrôle du navire, afin de s'accaparer les cuisines et la cave, et continuer ainsi à s'empifrer.

Dans la sortie par le haut, à l'inverse, l'inventaire des ressources essentielles est asservi à un ordre du jour mondial de la sobriété, de la préservation des biens communs mondiaux, et de l'équilibrage entre les consommations de ressources et les capacités de régénération de la planète. Un peu de la même façon qu'Internet a commencé comme application militaro-industrielle US avant de devenir le support d'une nouvelle conscience planétaire.

### > **Gestion des biens communs versus néo-colonialisme des ressources**

S'ouvrirait ainsi une perspective pour sortir progressivement d'un paradigme suranné qui consiste à aborder le développement de la nation et de ses territoires sous la forme de programmes d'infrastructures dont l'utilité sociale est largement contestable, et qui permettent tout au mieux de faire survivre des filières industrielles à l'horizon plus ou moins bouché, le tout pour alimenter un consumérisme factice eu égard aux besoins fondamentaux du plus grand nombre. On pourrait, en multipliant les inventaires de ressources essentielles, amorcer une réorientation des activités économiques calée sur l'intelligence des besoins à satisfaire, des ressources disponibles, des contraintes et des interdépendances, des stratégies de substitution des ressources non pérennes etc. Ces inventaires prendraient la forme initiale de diagnostics territoriaux locaux qui, par agrégation successive aux niveaux régional, national, continental, permettraient de composer la mosaïque globale sur laquelle devraient s'exercer des mécanismes à la fois bilatéraux et multilatéraux conduisant à l'équilibrage des ressources, et à la **mise en adéquation des ressources et des besoins au moindre coût écologique global**, c'est-à-dire notamment en favorisant les circuits courts, en respectant et préservant les équilibres socio-environnementaux locaux etc.

Si une telle sortie par le haut est inenvisageable compte tenu d'une impuissance collective à dépasser les logiques d'affrontement et de guerre économique, les territoires à différentes échelles se trouvent confrontés à l'urgence de se prémunir contre les prédatons plus ou moins agressives prévisibles dans le cadre de **la ruée pour l'accaparement des ressources restantes** - "*the scramble for what is left*" (#16). Hervé Kempf souligne que dans les années à venir, "*la géopolitique sera déterminée par la question énergétique*" (#17). Le disque dur du 21e siècle implique à tout le moins une vision actualisée du statut des territoires par rapport à cette dynamique d'accaparement. Car le concert mondialisé des nations ne présente plus, comme au 19e et au 20e siècles, une partition entre puissances colonisatrices et territoires convoités vierges (#18) ou aux mains de peuples réputés plus ou moins "primitifs". Dans la ruée vers les ressources restantes, la "**malédiction des matières premières**" ne concerne plus seulement l'Irak et son pétrole, le Nord-Kivu et ses richesses minérales, ou le Sud saharien et son uranium: elle devient un risque généralisé. **Si la planète entière devient un gigantesque Far West, il faut comprendre que nous en sommes tous potentiellement les Indiens.**

Le forçage de la part de sociétés américaines pour accéder aux gisements de gaz de schiste français, ou encore l'acquisition récente par les Chinois d'un opérateur éolien européen, ne s'inscrivent pas dans notre scénario idéal pour la transition écologique, mais s'interprètent assez naturellement dans une logique d'adaptation agressive à la donne environnementale que les nations dominantes du nouvel ordre mondial s'empressent déjà de mettre en oeuvre. Notons ici que si cette dynamique est sans incidence majeure immédiate sur les populations citadines, elle concerne par contre directement les territoires ruraux: il y a là clairement le principe d'une "**reprise en main**" du monde rural.

Les penchants libre-échangistes et atlantistes de la Commission Européenne vont à l'encontre de la perception par de nombreux citoyens de l'intérêt bien compris de l'Europe. Hervé Kempf lui-même fait état explicitement d'une divergence fondamentale d'intérêts entre les USA et l'Europe, autant qu'entre la Chine et l'Europe (#19). On peut être légitimement préoccupé par la mollesse de la réaction européenne à la récente affaire des écoutes téléphoniques américaines, et mettre en doute la pertinence de négociations sur un traité transatlantique de libre-échange.

Or partout la société civile européenne réagit. Un collectif de 600 et quelques associations dans 24 pays européens vient d'attaquer la Commission Européenne devant la Cour de Justice de l'Union (CJUE) pour faire condamner le déficit démocratique, voire l'opacité des mécanismes d'élaboration du "*paquet énergie-climat*" à l'horizon 2020, dit "*objectifs 3x20*", et empêcher une récurrence à l'horizon 2030 (#20). La façon dont les énergies renouvelables, qui sont évidemment par ailleurs un bien en soi, ont été promues dans le contexte du "*paquet énergie-climat*", est le degré zéro de mise en oeuvre des principes de Daly. Le constat à mi-parcours dans l'exécution de ce programme est celui du développement anarchique de nouvelles filières industrielles incontrôlées du point de vue de leur production énergétique, de leurs dégâts collatéraux dans les territoires, de leur coûts dans la durée, et des intérêts financiers qu'elles mettent en jeu. La société civile européenne pose alors légitimement la question: **où sont les bienfaits de ces politiques? quels intérêts servent-elles?**

En attendant, les perceptions sur le terrain rejoignent la vision d'un envahissement progressif par une forme néo-coloniale induite elle-même par la course généralisée à la main-mise sur les gisements de ressources. Toutes les luttes locales actuelles, que ce soit contre les gaz de schiste ou contre les projets pharaoniques d'énergies renouvelables ("parcs" éoliens, "fermes" photovoltaïques, exploitations latifundiaires de biogaz, méga-centrales de cogénération au bois-énergie), participent de ce même questionnement. Un reportage sur les Indiens Mapuche du Chili (#21), cibles depuis le milieu du 19e siècle d'un système de spoliation généralisé de leurs terres au profit de l'industrie forestière, désigne un état de "**pacification permanente**". Si le 21<sup>e</sup> siècle est appelé à être celui de l'"*urgence prolongée*" sur les ressources, faut-il se résigner à ce que la "*pacification permanente*" devienne, urbi et orbi, le mode majeur de la gestion territoriale?



Crêtes cévenoles vues du Col de Peyre (Sud Ardèche): paysages emblématiques ou gisements de vent?

## > Le concept très élastique de "transition énergétique"

Le concept de "*transition énergétique*", tel qu'il s'établit progressivement dans le discours ambiant, est d'autant plus élastique qu'il renvoie, ou pas, à une vision de la transition écologique elle-même à géométrie variable. Dans son acception la plus claire et la plus ambitieuse, la "*transition énergétique*" est simplement le volet énergie de la "*transition écologique*". Mais, sans un minimum de vision pour ce que doit être la "*transition écologique*", on peut atteindre un niveau de confusion extrême dans lequel l'usage en vient jusqu'à confondre les deux notions: "*transition énergétique*" et "*transition écologique*" deviennent quasiment synonymes. Dans son acception la moins ambitieuse, la plus prosaïque, on peut admettre d'intituler "*transition énergétique*" toute évolution du mix de ressources énergétiques répondant à n'importe quel ensemble cohérent d'objectifs.

Ainsi, la définition et le contenu de la "*transition énergétique*" aux Etats-Unis relèvent davantage de cette seconde perspective (#22). En effet, il ne s'agit pas spécifiquement, aux USA, de sauver la planète du risque de réchauffement à 3, 4 ou 6 degrés C à l'horizon 2100, ni de maîtriser l'ensemble des risques environnementaux inhérents aux différentes filières, ni de s'inscrire rapidement dans un mode de croisière durable fondé sur des formes soutenables de mise en oeuvre des énergies renouvelables. Les objectifs américains sont plus simplement:

1. Eliminer la dépendance nationale au pétrole importé, s'extraire de l'imbroglio géopolitique du Moyen Orient et du Golfe Persique, et s'affranchir des coûts colossaux liés aux engagements militaires dans ces régions;
2. Contenir, à défaut de réduire, les émissions de gaz à effet de serre sur le sol américain.

La stratégie chinoise se décline différemment sur le terrain, mais relève apparemment d'un ensemble similaire d'objectifs pragmatiques.

Pour en rester aux Etats-Unis, la "transition énergétique" US prend ainsi la forme suivante:

- (i) Prolongement des centrales nucléaires à 60 ans, le nucléaire étant considéré comme "*propre*" (sic) sur le plan climatique;
- (ii) Exploitation des gaz de schiste, à nouveau plus "*propre*" (sic) que le charbon en termes d'émissions de CO<sub>2</sub>;
- (iii) Exploitation des schistes bitumineux, substitut à terme au pétrole du Golfe Persique.

On aime ou on n'aime pas, mais on perçoit là une logique claire.

La situation actuelle de l'Allemagne montre qu'une transition énergétique amorcée de longue date sous la pression des Verts allemands, et appelée à s'accélérer après la décision de mettre fin à la filière électronucléaire à l'horizon 2022, se déploie actuellement dans une direction antinomique de la transition écologique désirée par ses initiateurs (#23). En particulier, il n'y a aucune perspective de court et même moyen terme pour que le mix électrique puisse parvenir à un équilibrage des productions intermittentes à partir des seules autres filières renouvelables. Les technologies de stockage et la mise à niveau des réseaux de transport/distribution ne sont pas au rendez-vous. Le déploiement massif de capacités éoliennes et photovoltaïques apparaît ainsi comme **au mieux totalement prématuré, au pire un immense gâchis**, induisant notamment la nécessité d'un vaste programme de développement de nouvelles centrales au charbon et au lignite. On a fait naître de fausses espérances, la réalisation de l'ambition de transition écologique s'est éloignée, alors que le pays se retrouve face à une ardoise financière bien réelle, sans parler des dégâts socio-environnementaux non quantifiés. Et, malgré une tarification des prix à la consommation qui favorise les industriels par rapport aux ménages, la menace

existe que des unités de production électro-intensives se délocalisent, par exemple ... aux Etats-Unis (#24).

La France a le choix entre soit copier docilement l'"*exemple*" allemand, soit en tirer les leçons, sachant que dans le premier cas, le mix résultant à l'échelle des deux pays serait caractérisé par un risque encore plus élevé de déstabilisation des réseaux, de perturbation dans l'alimentation des consommateurs, et un fardeau financier pesant à la fois sur la compétitivité des entreprises et le pouvoir d'achat des ménages. En l'occurrence, le Débat National sur la Transition Energétique n'a pas "décollé". On n'est pas arrivé à structurer une démarche intellectuelle dans laquelle "*transition énergétique*" et "*transition écologique*" auraient été clairement articulées. On a entendu la Ministre D.Batho elle-même utiliser les deux expressions de façon interchangeable. L'ensemble de son discours a par ailleurs été indistinguable de celui du lobby des énergies renouvelables. Ajouté à ceci le fait que les gaz de schiste, sortis par la porte au début du quinquennat Hollande, reviennent par la fenêtre moins d'un an après, et les citoyens sont confortés dans la perception d'un exécutif national par trop influencé par la Commission Européenne, les multinationales industrielles et les empires financiers.

Ainsi, le "*Débat National*" français, censé tout expliquer et tout harmoniser, débouche à début Juillet non seulement sur le retour intempestif des gaz de schiste, mais aussi sur l'intervention d'une trentaine de députés demandant la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le "business" de l'éolien industriel (#25). Or non seulement cette enquête était depuis longtemps indispensable, mais aussi, son résultat aurait dû être inclus, entre autres informations, dans un "porter à connaissance" *préalable* au Débat National. Ainsi la "*phase pédagogique*" par laquelle était supposé débiter le débat va s'engager peut-être au moment même où la loi de programmation sera finalisée: est-il possible de marcher davantage "sur la tête"?

En l'absence d'une feuille de route claire quant à la "*transition écologique*", l'évolution à terme des consommations électriques, à la hausse ou à la baisse, continue de relever de l'opinion personnelle plutôt que de l'intelligence collective et de l'effort concerté. Or si l'évolution des consommations électriques est indécidable, il est impossible en logique de seulement énoncer le nombre de réacteurs à fermer d'ici 2025 pour atteindre 50% de nucléaire dans le mix au même horizon. A défaut de ce "minimum syndical" de clarté, on est en droit de craindre que notre "*transition énergétique*" s'élabore dans et par les tiraillements, une sorte de Yalta énergétique, débouchant sur un mix pondéré en fonction des rapports d'influence respectifs des différents acteurs industriels en présence.

En comparaison, la "*transition énergétique*" pragmatique à l'américaine apparaît somme toute comme raisonnablement lisible - à défaut d'être recommandable - surtout si on la conçoit comme au service d'une "*transition écologique*" visant elle-même le maintien de la prééminence géopolitique de l'"Oncle Sam", et s'appuyant en premier lieu sur l'inventaire des ressources critiques confié aux instances de la Sécurité Nationale états-unienne.



## > A quoi reconnaîtrait-on l'amorce d'une véritable transition écologique?

L'effort vers une transition écologique authentique se manifesterait notamment par l'activation, effective et visible, d'un certain nombre de leviers intellectuels et de leviers politiques:

- (i) des actions ciblées pour **réduire et résorber l'emprise de la finance** sur l'économie et la société;
- (ii) une **critique radicale de l'économisme, du productivisme et du modèle industriel** (#26);
- (iii) une dynamique effective de **sobriété**, conduisant à une réduction globale des consommations de ressources;
- (iv) un recentrage sur le **respect du vivant, de l'humain et des droits humains** fondamentaux;
- (v) un **élan culturel vers la réhabilitation des sociétés traditionnelles**.

(i) Résorber l'emprise de la finance pourrait commencer, dans un acte à forte valeur symbolique, par dénoncer les fondements faussement vertueux de l'"**économie verte**", qui semble se réduire à une dynamique accélérée de subordination de la nature aux objectifs des acteurs financiers, via notamment la **marchandisation des services écosystémiques**. L'"économie verte" promeut par exemple des initiatives telles que la "*climate smart agriculture*" (#27), que nous traduisons ici par "climato-culture". Ce concept commence à se mettre en place dans les pays en développement, sous l'égide notamment de la Banque Mondiale. Il s'agit de planifier les cultures en fonction d'objectifs de réduction des gaz à effet de serre. Or cette planification détourne les paysans pauvres des cultures vivrières qui sont gage pour eux d'autonomie alimentaire, crée une subordination de fait au marché financier de la compensation carbone, et fournit une porte d'entrée aux multinationales de l'agro-business, introduisant ainsi OGMs, confiscation des semences indigènes etc.

(ii) Une critique radicale de l'économisme consiste à remettre l'économie à sa juste place par rapport à la société. Les principes du développement durable (rapport Bruntland 1987) insistaient sur les besoins des populations et de la société. **La vraie place de l'économie est d'être au service des besoins fondamentaux des gens, et de permettre la satisfaction de ces besoins en réduisant la quantité de travail nécessaire**. Un système économique qui a pour objectif - et désormais comme obsession - de créer du travail à tout prix, et comme conséquence de ne pas pouvoir satisfaire les besoins élémentaires d'une partie de la population (chômeurs et autres exclus), est un système dévoyé et pervers, qui satisfait sans doute les désirs de certains, mais qui n'est pas pour autant dans l'intérêt général. La critique radicale de l'économisme conduit par exemple à examiner attentivement la proposition de revenu inconditionnel d'existence (#28).

La critique du productivisme se justifie d'autant plus compte tenu que la génération de quantités croissantes de produits finis met une pression pratiquement ingérable, à terme, sur les matières premières et les ressources en général. A nouveau, le productivisme est au service de l'économisme, et de certains acteurs économiques, mais il n'est pas au service d'une humanité résidente d'une planète finie.

La critique du modèle industriel signifie de se poser, pour chaque production, la question de savoir quelle est l'échelle de travail pertinente. Le modèle industriel a servi de support à la logique productiviste. Si on s'abstrait de celle-ci, par définition, la dynamique industrielle n'est plus otage de la nécessité de produire toujours davantage, avec la course incessante

que cela suppose à la rationalisation, à la standardisation et à l'évacuation de l'intervention humaine. On peut alors déterminer la forme industrielle adaptée en tenant compte d'autres facteurs, qualitatifs, sociaux, environnementaux, culturels. Il s'en déduit une taille optimale des unités de production, leur degré de localisation ou de concentration, la répartition sociale du travail. **La critique du modèle industriel n'est pas une critique de la machine et de la mécanisation en tant que telles, et ne conduit pas à l'abolition de l'industrie, mais à une refondation**, et une mise en adéquation avec l'environnement au sens large. En particulier, chaque société, chaque territoire, chaque culture doit pouvoir, pour chaque filière productrice de biens ou de services, définir et maîtriser les caractéristiques des machines, les formes de mécanisation et le degré d'industrialisation adaptés.

(iii) Le thème de la sobriété a fait sa percée dans la psyché occidentale. Il est d'une certaine manière bien ancré dans l'agenda politique et médiatique "officiel". Mais si sa progression y a été favorisée par les considérations environnementales (thématiques climat-air-énergie), elle continue de se heurter frontalement aux conceptions dominantes en économie. On atteint là une infaisabilité intellectuelle cristallisée autour de la **corrélation incontournable entre productions de gaz à effet de serre et PIB**. Réduire les premières tout en poursuivant l'augmentation indéfinie de ce dernier est une posture paradoxale qui nous ramène au "*disque dur d'un autre siècle*", posture incarnée dans les oxymores "*industrie verte*" et "*croissance verte*" chers à l'ex-ministre Batho et autres chantres de la synthèse à tout prix.

C'est d'une façon originale, et partiellement cohérente, que le scénario Négawatt a essayé de produire un tel effet de synthèse, ou de compromis plutôt, en liant en un argumentaire séduisant l'agenda de la sobriété et le développement des énergies renouvelables. Or, **si les volets sobriété et efficacité de Négawatt sont potentiellement porteurs de transition écologique, son volet énergies renouvelables, dans l'absolu ou tout au moins dans la récupération qu'en a faite le lobby des dites énergies, ne suggère aucune critique du productivisme, ni aucune critique du modèle industriel** telles qu'on vient d'en exposer le caractère essentiel dans l'élaboration d'une stratégie de transition écologique.

Les énergies renouvelables selon Négawatt s'inscrivent benoîtement dans le modèle industriel productiviste traditionnel, centralisé de surcroît. D'où la confluence inévitable avec les tenants de la "*croissance verte*" et autres gourous annonciateurs d'une "*troisième révolution industrielle*" (#29). Or, en réalité, les filières industrielles d'énergies renouvelables ne se montrent pas plus que les autres soucieuses de dégâts socio-environnementaux, leurs multinationales sont tout aussi productivistes et financiarisées, et leurs formes industrielles sont au même titre porteuses de risques pour l'environnement. Cette continuation du modèle traditionnel transparait également dans un certain scientisme ambiant, une "*exubérance irrationnelle*" appliquée notamment au stockage des productions intermittentes et aux "*réseaux intelligents*" ("*smart grid*"). S'y rattache également une vision de la "démocratisation de l'énergie", manifestation d'un authentique volontarisme citoyen, mais signe aussi d'une récupération démagogique par les intérêts industriels. Négawatt est ainsi, en l'état, moins un compromis qu'un **panachage**, un mélange de 20<sup>e</sup> et de 21<sup>e</sup> siècle.

La Nature fait preuve de peu d'indulgence à l'égard des raccourcis que nous sommes régulièrement tentés de faire à son endroit. Et même si la "Nature politique" a horreur de la rupture, il faut s'ouvrir à la possibilité que la transition écologique ne puisse s'élaborer dans la synthèse, le compromis ou le panachage. Or la résolution, par la rupture, de

**l'antinomie contemporaine économie-versus-écologie**, conduit soit à faire fi de l'écologie en se réfugiant par exemple dans le **climato-scepticisme**, soit à désacraliser le PIB, jeter l'économie - sous sa forme actuelle - aux orties, et pénétrer dans les eaux sombres et profondes de la **"non-croissance"**. Avec le climato-scepticisme, on revient presque 40 ans en arrière, avec la non-croissance, on se retrouve hypothétiquement projeté un siècle en avant. Sans pour autant exclure la possibilité d'une part de vérité climato-sceptique, faisons ici, dans l'esprit d'un pari pascalien, l'hypothèse de miser sur la non-croissance comme vision pour l'avenir.

Selon cette hypothèse, la non-croissance est le changement de paradigme économique qui réconcilie l'économie et l'écologie, et ouvre ainsi la possibilité d'une transition écologique. Comme tout changement de paradigme qui n'est pas encore advenu, la non-croissance est généralement classée parmi les utopies, avec la connotation péjorative que le conformisme intellectuel dominant donne à ce terme. Or, introduisons à présent une perspective historique de circonstance pour avancer le parallèle suivant: **il existe aujourd'hui une objection de croissance qui est à la fois aussi nécessaire et impossible en 2013 que l'était l'objection de conscience en 1913**. Considérons bien que le caractère "impossible" des "*objections*" n'est pas signe que leurs thèses sont invalides, non pertinentes ou irréalisables: ce caractère d'impossibilité est en réalité inhérent au statut de l'"*objection*" comme posture de rupture, comme catalyseur d'un monde nouveau. De même la marginalisation des objecteurs, et le dénigrement dont ils font l'objet, sont inhérents à leur statut d'objecteur, et ne disqualifient pas la substance de leur message.

Dans les années 1850, l'américain David Thoreau a *objecté*, par la désobéissance civile, à l'esclavagisme encore légal dans la "*démocratie*" à laquelle il participait en tant que citoyen, électeur, et contribuable. Cela lui a valu un séjour en prison, puis une isolation volontaire au milieu des bois. Or qui aujourd'hui imaginerait qu'un régime puisse à la fois se dire démocratique et légaliser l'esclavage? De même des voix pacifistes se sont élevées en 1913-1914 contre le carnage annoncé. De même, des objecteurs de croissance s'élèvent aujourd'hui contre la destruction socio-environnementale en cours et à venir. Le message qui émerge ici est limpide et brutal: **il n'y aura pas de véritable transition écologique sans cessation de la guerre économique mondialisée. L'époque que nous vivons est celle du temps que prend cette évidence de demain pour s'imprimer dans le disque dur de la conscience collective d'aujourd'hui.**

**(iv)** Pourquoi un recentrage sur le respect du vivant, de l'humain et des droits humains fondamentaux? Le paradigme de l'homme esclave de la machine ne date pas d'aujourd'hui - pensons aux "Temps modernes" de Charlie Chaplin. Mais au cours des quelques dernières décennies, le phénomène a pris une tournure de plus en plus dérangeante. Trois aspects caractéristiques des phases les plus récentes de cette évolution:

1- De plus en plus **les machines remplissent l'espace**: mécanisation des activités agricoles, maillage des territoires par les réseaux (lignes haute tension, antennes-relais), nouvelles formes industrielles (centrales éoliennes et photovoltaïques), infrastructures d'accès aux loisirs "de nature" (stations de ski), technologies portables (téléphones mobiles)... A l'emprise de ces équipements sur le milieu naturel s'ajoutent de nouvelles formes de nuisances et de pollution, d'autant plus dommageables que le déploiement de nouvelles technologies s'effectue dans l'urgence et selon l'hypothèse a priori de leur caractère inoffensif (#30). La conjonction de cette invasion machinique et des restrictions réglementaires sur l'occupation de l'espace (réglementation de l'urbanisme, lutte contre la

cabanisation, répression plus ou moins active de l'habitat léger et mobile), conduit à **l'anéantissement progressif des possibilités d'intimité avec les espaces naturels.**

2- L'obsession productiviste conduit **d'une part à évacuer les pratiques et savoir-faire artisanaux dès lors qu'une forme industrielle de production se met en place dans le domaine correspondant, d'autre part à industrialiser des activités envisagées jusqu'ici comme irréductibles à la mécanisation.** La critique ici ne vise pas la mécanisation en tant que telle, si on considère par exemple que l'automatisation de tâches répétitives en usine ou dans des unités administratives permet de réduire les temps de travail nécessaires en supprimant des tâches réputées peu valorisantes. L'alerte concerne la conversion en processus de type industriel de professions dans l'exercice desquelles entre une part importante d'appréciation subjective, de recours au savoir accumulé avec l'expérience, et/ou d'appréciation fine de facteurs humains, et la disqualification simultanée du mode artisanal (au sens large) de production des mêmes biens et services; laquelle s'accompagne régulièrement de la disqualification, voire l'exclusion des intervenants humains (#31).

3- La machine prend peu à peu le pas sur l'humain y compris en termes de valeur de connaissance. Cette évolution se manifeste aussi bien dans la réglementation environnementale qu'au travers des protocoles qui contrôlent non seulement les tâches administratives mais aussi de plus en plus les activités à forte composante humaine, soins médicaux par exemple. Ce renversement épistémologique consiste à attribuer une valeur de connaissance supérieure à la machine, ou au protocole, par rapport à la parole humaine, au discours subjectif (#32). Le contexte dans lequel cette primauté s'établit est celui de la **pénétration des structures sociales par la technoscience via la normalisation et la pratique bureaucratique, sur fond d'impératifs de "rationalisation" et de productivité** découlant eux-mêmes, directement ou indirectement, d'objectifs financiers. Cette tendance conduit à des formes de contrôle social et de "gestion de l'humain" pas forcément faciles à détecter pour le public non averti, mais très dérangeantes pour les praticiens non seulement par leur impact sur les conditions de travail au sens large, mais aussi par leurs implications éthiques.

Ainsi la finance, le productivisme et l'artificialisation sont une menace non seulement pour la biodiversité, mais aussi pour l'humanité de l'homme. La transition écologique ne peut se résumer à la sanctuarisation d'un certain nombre d'îlots de nature et de biodiversité, pendant que la machine et l'industrie finiraient d'envahir tout le reste, y compris les rapports humains et sociaux fondamentaux. **L'écologie politique, si elle n'est pas un humanisme, est seulement une imposture.**

(v) Concernant les sociétés traditionnelles, Patrick Viveret (#33) énonce trois domaines par lesquels elles se distinguent avantagement de nos sociétés dites développées, à savoir: leur **rapport à la nature**, leur **rapport au lien social**, et leur **rapport au sens**. Or nature, lien social, et sens sont trois dimensions fondamentales de l'écologie. Réhabiliter les sociétés traditionnelles ne signifie ni le retour à la bougie, ni la fascination pour le primitif, ni le culte rousseauiste du "bon sauvage". Il ne s'agit pas non plus nécessairement de repentance. Il s'agit de redécouvrir et refaire une place dans nos sociétés aux rapports au monde que nous avons détruits quand nous avons annihilé ou relégué les sociétés traditionnelles.

La transition écologique ne peut être simplement l'affaire d'une remise à jour de notre arsenal machinique: des ampoules à basse consommation au lieu des ampoules à incandescence, des voitures électriques au lieu des voitures à essence, des compteurs électriques intelligents au lieu de nos simples compteurs d'enregistrement etc. Tout ceci

ne va pas en soi améliorer notre rapport à la nature, rétablir un certain savoir vivre ensemble, ni redonner sens à nos existences. Il y a ici le principe d'une critique radicale du progrès, dont les fondements philosophiques ont été posés de longue date, mais qui peine à se diffuser car elle est trop déstabilisante pour le conformisme dominant. Pourtant, **entre le mode de vie américain ("american way of life") et le mode de vie amérindien, il n'est pas difficile de repérer lequel se rapproche le plus d'un système écologique et soutenable.**



### > Du débat national à la transition sur le terrain

Une démarche vertueuse s'esquisse dans certains domaines. Prenons acte notamment d'un certain nombre d'initiatives en matière de sobriété et d'efficacité énergétiques. Ces initiatives sont quasiment consensuelles dans leur principe, même si les mesures concrètes peuvent continuer de diviser. Le diable est dans les détails, et en matière énergie-climat peut-être plus qu'ailleurs, ce sont les détails qui déterminent le degré d'efficacité des politiques.

Pour le reste, le débat national reste très focalisé sur le nucléaire. L'objectif de réduction de la part du nucléaire à 50% à l'horizon 2025 engage essentiellement non pas l'actuel, mais les deux prochains quinquennats. Si la fermeture de Fessenheim se concrétise à l'horizon 2017, elle aura été compensée par l'ouverture de la centrale EPR de Flamanville. Un Débat National sur la Transition Énergétique qui aurait fait preuve de pédagogie aurait pu déboucher sur un mix électrique justifié à l'aune d'un corpus lisible de critères énergétiques, économiques, sociaux et environnementaux. À défaut, la légitimité de l'objectif de réduction de la part du nucléaire repose essentiellement sur l'inclusion de cet objectif dans le programme du candidat victorieux. Dans notre démocratie représentative, ceci ne détermine pas que la mesure soit dans l'intérêt général: pour faire sens, une telle mesure doit pouvoir être replacée dans un cadre plus large et lui-même également intelligible. Si leurs dirigeants peinent à élaborer un tel cadre, on peut s'attendre à ce que les citoyens envisagent d'en élaborer un pour eux-mêmes, dans leur contexte, à leur mesure.

De fait, dans le passage du 20e au 21e siècle, les citoyens se sont appropriés la question énergétique. Les expérimentations actuelles en matière d'autonomie énergétique territoriale s'inscrivent dans cette dynamique. Outre le nucléaire, le questionnement citoyen va continuer de porter sur deux dossiers essentiels pour la physionomie du pays à l'horizon des prochaines décennies. Le premier est celui des gaz de schiste, sur lequel l'exécutif a, de même que sur le nucléaire, pris des engagements très clairs en début de mandat. **Le respect de ces engagements, et le maintien durable, au-delà du**

**présent quinquennat, de l'actuelle loi d'interdiction (fracturation hydraulique), pourraient constituer un acte symbolique fort d'entrée dans le paradigme de la non-croissance.**

Le second est celui de la dimension industrielle des filières renouvelables. En s'efforçant de hâter la clôture des filières nucléaire et fossiles (pétrole/gaz/charbon), les Verts allemands, puis le scénario Négawatt ont favorisé une approche industrielle du développement des filières renouvelables. Cette pression se traduit par de nouveaux risques et de nouveaux dégâts imputables à l'exploitation excessive de la richesse forestière, la prolifération de centrales éoliennes, l'empiètement de centrales photovoltaïques sur les espaces agricoles ou naturels, et une mise en œuvre industrielle de la méthanisation. On a envisagé de façon exagérément optimiste que l'équilibrage des productions intermittentes (éolien, solaire) puisse s'effectuer rapidement au sein des seules filières renouvelables. Le scénario ADEME 2030-2050 a tenté de façon plus maladroite encore de contourner cette infaisabilité en invoquant le recours à l'import-export et à l'adaptation des réseaux comme leviers d'équilibrage du mix (#34). Ni le scénario Négawatt, ni celui de l'ADEME n'ont su s'amender pour intégrer la réalité, décevante mais riche d'enseignements, de la "*transition énergétique*" allemande.

De l'appétit pour les gaz de schiste, comme de l'incitation au productivisme pour les filières renouvelables, résultent des opportunités de ré-industrialisation faciles à saisir et à agiter. Or on voudrait croire que le "*redressement productif*" n'implique pas de s'accommoder de n'importe quelle forme industrielle, mais au contraire exclut les investissements préjudiciables aux équilibres socio-économico-environnementaux qui sont censés être au cœur de la démarche de transition écologique.

Le "*Débat National sur la Transition Énergétique*" aurait pu mettre en cohérence, de façon explicite et raisonnée, ces différents tenants et aboutissants concernant le nucléaire, les gaz de schiste et les filières renouvelables, et proposer des objectifs quantitatifs et un mix de compromis s'inscrivant à la fois dans une perspective de transition écologique et de nouveau industriel. Il était difficilement envisageable que le Ministère de l'Environnement puisse à lui seul faire advenir un tel compromis.

Comment donc résumer le bilan de tout cet épisode? Une transition énergétique tacticienne, indécise quant à l'issue de la partie engagée sur l'échiquier énergétique mondial, procédant moins selon son inspiration propre que par ajustement relativement aux orientations (et sans doute aux pressions) des grands partenaires allemand, états-unien etc Quant à la transition écologique, elle ne dépasse pas pour l'instant, au niveau institutionnel, le stade de l'incantation à l'"*excellence environnementale*". **D'un côté donc, une transition écologique institutionnelle sans vision explicite, de l'autre une amorce de transition écologique citoyenne, focalisée sur les urgences sociales et environnementales locales:** artificialisation des espaces naturels et agricoles, dossiers de santé environnementale, défigurations paysagères, pressions sur la biodiversité, privatisation du vivant, marchandisation de la nature, tensions et déséquilibres sociétaux.

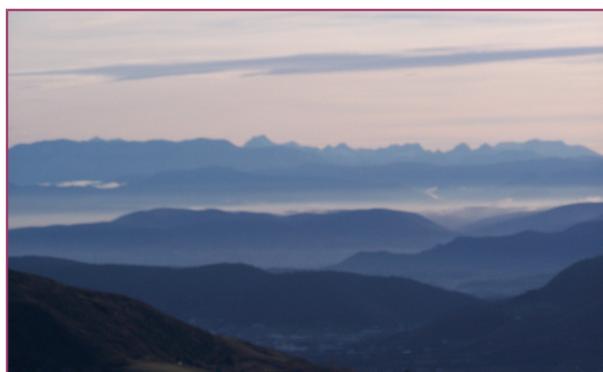
La transition écologique citoyenne balbutie et bouillonne à la fois, dans un refus militant de politiques gouvernementales et de postures institutionnelles perçues comme visant en priorité non pas la recherche d'un équilibre socio-économico-environnemental soutenable, mais, plus prosaïquement, la préservation d'un système de domination et la satisfaction des intérêts servis par celui-ci.

Les citoyens avertis perçoivent peu à peu que la transition écologique qu'ils appellent de leurs vœux ne viendra pas de leurs dirigeants. Leurs énergies tendent dès lors à se mobiliser dans une posture de résistance, voire de dissidence, de sécession. La transition écologique citoyenne se trouve ainsi associée au discours des indignés de tous bords (l'"*insurrection pacifique*" de Hessel), le discours libertaire de gauche (le "*réformisme subversif*" de Cohn-Bendit), mais aussi son pendant souverainiste de droite – voir les dénonciations par Marine Le Pen ou Nicolas Dupont-Aignan du libre-échangeisme et de l'atlantisme qui façonnent les destinées de l'Union Européenne. Elle fait écho aux aspirations d'émancipation et de "*bien-vivre*" qui s'expriment, par-delà les divisions et la compétition entre états-nations, aux quatre coins du "*village global*". Hervé Kempf désigne le ferment de cette convergence planétaire: "*par le peuple, le monde s'unit*". (#35)

**Car en fin de compte l'écologie n'est ni un ministère, ni un parti politique, ni une idéologie au service d'intérêts sectoriels ou de telle ou telle strate sociale: c'est avant tout une forme d'intelligence, celle des liens entre les êtres et les choses qui peuplent le monde.** Elle est indissociable d'une vision systémique qui du niveau local au niveau planétaire intègre les besoins, les ressources et les contraintes. Elle s'intéresse aux interdépendances, elle vise à la mise en adéquation et à l'équilibrage, elle fonctionne dans et par la pluridisciplinarité. En son cœur est positionné le vivant, et notamment l'humain. Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que la vraie écologie appelle à une refondation des systèmes de gouvernement basés sur le couplage entre une technostructure détachée des réalités citoyennes et des bureaucraties caractérisées par le cloisonnement procédural et l'obsession du contrôle.

Ces systèmes de gouvernement, incapables d'ouvrir la voie vers une authentique transition écologique, s'affairent à en confectionner un ersatz conceptuel, une sorte d'artefact idéologique qu'on "vend" à la population à grands coups de marketing et d'embrigadement intellectuel. Se met ainsi en place un système à la foi diffus et omniprésent, qui colporte une variété stupéfiante d'objets fétiches, réels ou virtuels, étiquetés "verts" et vertueux, au travers d'un réseau de diffusion qui infiltre, parfois déjà jusqu'à la saturation, les organismes d'enseignement public (de la maternelle au 3e cycle universitaire), bon nombre d'associations et ONG environnementales, et jusqu'à certains milieux réputés "alternatifs".

Pour ceux dont la vigilance sait déjouer les pièges de cet embrigadement permanent, pendant de l'"*urgence prolongée*", et version soft de la "*pacification permanente*" des Mapuche du Chili, **la ZAD généralisée est en passe de devenir le mode opératoire de la transition écologique citoyenne sur le terrain** - avec ce qui reste à chacun de potentiel de liberté et de fraternité, et malgré le cortège prévisible de récupérations et de répressions.



**Notes:**

(#1) Daniel Cohn-Bendit: "*Pour supprimer les partis politiques*", Indigène Editions, février 2013, p33-34

(#2) Expression de Cornelius Castoriadis reprise par D.Cohn-Bendit, op. cit. p23-24

(#3) Voir: "*Spain Ejects Clean-Power Industry ..*", Alex Morales, Ben Sills, Bloomberg Businessweek 29 Mai 2012

<http://www.businessweek.com/news/2012-05-29/spain-ejects-clean-power-industry-with-europe-precedent-energy>

Egalement: "*Spanish green energy in ruins*", dépêche AFP du 24 Juin 2013, reprise dans Oman Observer 4 Juillet 2013, <http://omanobserver.om/node/168915>

(#4) Site de la ZAD du Morvan: <http://adretmorvan.org/ZAD.php>

Bulletin d'information de l'association Adret Morvan - Mai 2013:

<http://www.perspectivesecologiques.com/telechargements/Adret%20Morvan%20Lettre%20Aux%20Adh%C3%A9rents%20Mai13.pdf>

(#5) Inventaire en préparation à: <http://fr.ulule.com/livre-utile/>

Nous ne souscrivons pas nécessairement au contenu détaillé de cet inventaire, mais soulignons l'existence de celui-ci comme manifestation d'un profond hiatus entre les projets de développement définis par les gouvernants et les besoins ressentis comme tels par les citoyens.

(#6) "*Notre-Dame-des-Landes : un énarque proche de François Hollande s'insurge*", lettre ouverte de François Warin à François Hollande, 30 Octobre 2012

<http://www.bastamag.net/article2751.html>

(#7) "*L'OCDE désapprouve le projet de Notre Dame des Landes*", par Camille Martin

(Reporterre) jeudi 21 mars 2013, <http://www.reporterre.net/spip.php?article3997> :

L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) vient de publier son Etude économique sur la France, exercice qu'elle effectue régulièrement pour chacun de ses pays membres. Elle y analyse, d'un point de vue néo-libéral, la situation économique du pays

Texte de l'OCDE p27: "*La France étant dotée d'infrastructures de réseau et de transport bien développées, certains investissements supplémentaires ont probablement un rendement relativement faible. Certaines lignes de train à grande vitesse (TGV) ne seront sans doute jamais rentables, et des projets prestigieux, notamment la construction du nouveau siège du ministère de la Défense (Furuto, 2012), de stades et d'aéroports régionaux, risquent de représenter une charge pour les générations futures.*"

L'Etude économique de l'OCDE sur la France est disponible à:

<http://www.economie.gouv.fr/ocde-etude-economique-france-2013>

(#8) Jean-Michel Valantin: "*Guerre et nature*", Editions Prisma 2013

(#9) "*Le mode de vie américain n'est pas négociable*", "*The american way of life is not negotiable*", déclaration de George Bush Sr à l'occasion du sommet de Rio en 1992, reprise plus tard par son fils George W. Bush

(#10) Hervé Kempf: "*Fin de l'Occident, naissance du monde*", Seuil janvier 2013

(#11) "*Cradle to cradle: créer et recycler à l'infini*", William Mc Donough, Michael Braungart, Editions Alternatives Février 2011

(#12) "*Executive order on national defense resources preparedness*"; on trouvera une description de ce plan déclenché par Barack Obama en Mars 2012 dans Jean-Michel Valantin, op. cit. p265-267

(#13) Richard Heinberg, "*Peak everything, waking up to the century of declines*", New Society Publishers, Gabriola Island, Canada 2007

(#14) Donella Meadows, Dennis Meadows, Jorgen Randers: "*Les limites à la croissance (dans un monde fini)*", éditions Rue de l'Echiquier, Paris Mars 2012

(#15) Une version française téléchargeable du rapport Brundtland se trouve à:  
<http://reseauculture21.fr/wp-content/uploads/2012/05/RapportBrundtland.pdf>

(#16) Michael Klare: "*The race for what's left, the global scramble for the world last resources*", Metropolitan Books, New York 2012

(#17) Hervé Kempf, op. cit. p128

(#18) Parmi les quelques territoires encore vierges, on pense notamment à l'Arctique, dont les vastes ressources pétrolières et minières font l'objet de nombreuses convoitises.

(#19) Hervé Kempf, op. cit. p133

(#20) Concernant l'action du collectif EPAW contre la Commission Européenne, voir:  
<http://www.epaw.org/media.php?lang=fr&article=pr45>

(#21) Pour une introduction au cas des Indiens Mapuche du Chili, voir par exemple l'article d'Alain Devalpo, "*Opposition pacifique des Mapuches chiliens*", Le Monde Diplomatique, février 2006

(#22) "*Deux modèles de transition énergétique: Allemagne et Etats Unis-Chine*", Janvier 2013, <http://geopolitique-electricite.fr/>

(#23) Voir par exemple:  
[http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/energie-environnement/actu/0202737144007-transition-energetique-le-contre-modele-allemand-564428.php?xtor=EPR-1500-\[idees\\_debats\]-20130506-\[s=461370\\_n=3\\_c=303\\_-1691600\[\\_SDV\]@1](http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/energie-environnement/actu/0202737144007-transition-energetique-le-contre-modele-allemand-564428.php?xtor=EPR-1500-[idees_debats]-20130506-[s=461370_n=3_c=303_-1691600[_SDV]@1)

(#24) Concernant l'implantation d'industriels européens aux Etats-Unis (BASF, l'aciériste autrichien Voestalpine..) à la recherche de coûts énergétiques réduits, voir "*High Energy Costs Plaguing Europe*", S. Reed, New York Times 26 décembre 2012

(#25) Demande de commission d'enquête parlementaire sur l'éolien industriel:  
<http://www.assemblee-nationale.fr/14/propositions/pion1212.asp>

(#26) Les trois notions d'économisme, de productivisme et de mode industriel de production se recoupent, mais il nous semble important de les considérer comme clairement distinctes

(#27) ATTAC: "*La nature n'a pas de prix*", éd. Les liens qui libèrent, Mai 2012, p102-111

(#28) Pour une introduction au concept de revenu inconditionnel d'existence, voir par exemple le film-essai "*Le revenu de base, une impulsion culturelle*" de Enno Schmidt et Daniel Häni, téléchargeable à:  
[http://www.kultkino.ch/kultkino/besonderes/le\\_revenu\\_de\\_base\\_film\\_francaise](http://www.kultkino.ch/kultkino/besonderes/le_revenu_de_base_film_francaise)

(#29) Jeremy Rifkin: "*La troisième révolution industrielle*", éd. Les Liens Qui Libèrent, Février 2012

(#30) Voir "*L'impact négatif des antennes relais et des éoliennes sur la santé des hommes et des animaux*", A.Rusanov, D.Danguy des Déserts, La revue du Génie Rural Eaux & Forêts, numéro 22 3<sup>e</sup> trimestre 2008

(#31) Voir notamment:

Roland Gori: "*La dignité de penser*", éd. Les liens qui libèrent, novembre 2011

Roland Gori: "*La fabrique des imposteurs*", éd. Les liens qui libèrent, janvier 2013

Concernant l'"Appel des appels": <http://www.appeldesappels.org/>

(#32) Voir à nouveau Roland Gori.

Egalement illustré dans l'article ADTC: "*Les Danois s'occupent des nuisances sonores: pour le meilleur ou pour le pire?*" 23 Juin 2012, in

<http://www.perspectivesecologiques.com/telechargements/ADTC%20Chronique%20Septembre%202011-Septembre%202012.pdf>

(#33) Patrick Viveret: "*La cause humaine*", éd. Les Liens Qui Libèrent, 2012, p67

(#34) Voir l'analyse du scénario ADEME par l'association Sauvons Le Climat:

<http://www.sauvonsleclimat.org/production-denergie/la-transition-energetique/le-scenario-ademe-est-il-credible.html>

Egalement le commentaire d'ADTC: "*Réflexions sur le scénario énergétique de l'ADEME*", 12 Février 2013, in <http://www.perspectivesecologiques.com/telechargements/ADTC%20Chronique%20Janvier-F%3%A9vrier%202013%20v1.0.pdf>

(#35) Hervé Kempf, op. cit. p118

\*\*\*